

Communiqué du Conseil d'Etat

10 janvier 2013

La version Internet fait foi

Sommaire

Genève-Confédération	4
Réunion des gouvernements cantonaux : délégation du Conseil d'Etat à Interlaken	4
Genève	5
Condoléances suite au décès de M. Richard Vachoux	5
Projet de loi pour instituer des numéros d'identification personnels.....	5
Petit-Saconnex : création de logements et de surfaces d'activités.....	6
Création d'une zone sportive et d'une zone agricole à Aire-la-Ville.....	6
Adoption du budget 2013 des TPG.....	7
Meyrin : arrêts supplémentaires de la ligne 57 à l'étude.....	8
Budget 2013 de la Fondation des parkings adopté	8
Tarif-cadre en matière de soins aigus et de transition	8
Finalisation de la restructuration du complexe Palexpo-Arena.....	9
Tennis : soutien à l'équipement de la halle 7 de Palexpo en vue de l'accueil de la prochaine rencontre de Coupe Davis.....	9
Soutien financier pour l'organisation du Masters d'échecs de Genève	10
Aides financières dans le domaine culturel.....	10
Promotion de la paix et des droits de l'homme : soutien à l'association Façonneurs de Mémoire	10
Aide financière à ACTARES – Actionnariat pour une économie durable	11
Accueil familial de jour : création du groupement intercommunal « AFJ – Rhône-Sud ».....	11
Bernex : modification des statuts de deux fondations approuvée	12
Changements d'élus municipaux en décembre 2012	12
Entrée en vigueur de lois	13
Agenda des invitations à la presse	15

Genève-Confédération

Réunion des gouvernements cantonaux : délégation du Conseil d'Etat à Interlaken

Une délégation du Conseil d'Etat, accompagnée de Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, a participé à la 25^e réunion des gouvernements cantonaux, du 7 au 9 janvier 2013 à Interlaken.

Parmi les différentes thématiques abordées lors de ce séminaire figuraient notamment les enjeux actuels du fédéralisme suisse, les pressions de l'Union européenne sur les régimes fiscaux des entreprises et leurs répercussions, les perspectives de la coopération Confédération-cantons dans le domaine de la formation, ou encore le rôle des médias *online* et *offline* au 21^e siècle.

Ont pris part à ce séminaire Mmes et M. les conseillères et conseiller fédéraux Eveline Widmer-Schlumpf, Simonetta Sommaruga et Johann N. Schneider Ammann, M. Filippo Lombardi, président du Conseil des Etats, ainsi que 161 conseillères et conseillers d'Etat de tous les cantons suisses.

Condoléances suite au décès de M. Richard Vachoux

Le Conseil d'Etat a fait part de ses condoléances à la famille de M. Richard Vachoux, grande figure du théâtre genevois, décédé fin 2012. Le gouvernement s'associe au deuil qui frappe ses proches et a tenu à leur exprimer sa profonde sympathie.

Comédien virtuose, directeur du Théâtre de Poche dès 1962 et de la Comédie de Genève dès 1974, fondateur du théâtre de l'Orangerie en 1982, Richard Vachoux était un artiste d'exception et un professeur très apprécié, qui a fortement marqué le canton de Genève et plusieurs générations de comédiens.

Le Conseil d'Etat gardera surtout de Richard Vachoux le souvenir d'un homme portant très haut la poésie, sensible aux auteurs contemporains, ouvert aux autres, mais aussi d'un passeur, tant des textes majeurs du théâtre classique que de l'art du jeu.

Projet de loi pour instituer des numéros d'identification personnels

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi visant à instituer des numéros d'identification personnels communs (NIP). L'utilisation de tels numéros vise à faciliter et à rendre plus efficaces les échanges entre divers services amenés à collaborer dans le cadre d'une prestation ou d'un acte administratif. Elle permettra d'éviter les risques d'erreur lors de la transmission de données personnelles entre institutions et le recours à la reprise manuelle des données.

Ce projet de loi concrétise les exigences posées par la [loi sur l'information du public, l'accès aux documents et la protection des données personnelles \(LIPAD\)](#), dont l'article 35, alinéa 4 prévoit que les institutions ne peuvent utiliser un NIP que lorsque celui-ci est instauré par une loi cantonale.

Concrètement, le projet de loi prévoit la création de deux NIP. Le premier permettra d'automatiser et de fiabiliser les échanges de données entre l'administration fiscale cantonale et le registre foncier, en vue de la taxation des contribuables propriétaires ou titulaires de droits relatifs à des immeubles, qu'il s'agisse de personnes physiques ou morales.

L'autre NIP concerne la taxation des propriétaires de chiens. Il permettra d'assurer une transmission efficace des données entre le service de la consommation et des affaires vétérinaires et l'administration fiscale cantonale. Il s'avère en effet que le registre fédéral ANIS, qui gère les banques de données cantonales relatives aux chiens et à leurs propriétaires, n'est pas à jour dans un certain nombre de cas (changements de domicile non signalés, confusions entre homonymes, par exemple), ce qui complique passablement le travail de l'administration fiscale chargée de percevoir cet impôt.

Pour toute information complémentaire : M. Philippe Dufey, secrétaire général adjoint, DF, ☎ 022 327 98 15.

Petit-Saconnex : création de logements et de surfaces d'activités

Le Conseil d'Etat a adopté un plan localisé de quartier (PLQ) valant pour partie plan de site, portant sur des terrains situés sur le territoire de la Ville de Genève (section du Petit-Saconnex), à l'avenue des Eidguenots et au chemin du Nant-Cayla, entre le cycle d'orientation de Cayla, la campagne Masset et l'avenue d'Aïre.



Ce plan prévoit dans sa partie PLQ la construction de huit immeubles d'un gabarit de sept étages sur rez et d'un bâtiment ne comportant qu'un rez. Ils permettront la réalisation d'environ 32'000 m² de surfaces brutes de plancher, soit environ 260 logements et 4000 m² destinés à des activités et des locaux communs situés au rez-de-chaussée. Il prévoit aussi 322 places de stationnement pour les habitants – réparties dans quatre garages souterrains –, ainsi que trente-deux places visiteurs situées en surface.

La partie plan de site permet d'assurer la préservation des qualités du site en tant qu'ensemble, notamment les bâtiments qui s'y trouvent, les espaces libres et leurs articulations, les dégagements visuels et la transition paysagère vers les rives du Rhône.

Dans sa délibération du 17 mai 2011, le Conseil municipal de la Ville de Genève avait préavisé favorablement ce projet. La première procédure d'opposition, ouverte du 26 septembre au 26 octobre 2011, avait suscité quatre oppositions, qui ont conduit à des modifications du projet. La seconde procédure d'opposition, ouverte du 27 mars au 11 mai 2012, a suscité six oppositions, qui sont rejetées simultanément à l'adoption du PLQ valant pour partie plan de site.

Dès la publication de l'arrêté du Conseil d'Etat dans la Feuille d'avis officielle (FAO), le plan sera disponible sur le site Internet de l'état de Genève : www.ge.ch/amenagement/plansadoptes.

Pour mémoire, l'étape du PLQ sert à définir le projet d'urbanisation et les conditions permettant la réalisation de nouvelles constructions sans fixer tous les détails, qui seront décidés dans les phases ultérieures du projet (préavis communaux lors des demandes définitives en autorisation de construire). Une fois le PLQ adopté et entré en vigueur, les différents acteurs concernés devront se conformer aux principes généraux qu'il comporte. Le PLQ définit notamment la disposition, l'affectation, les espaces et équipements publics, le gabarit des constructions qui pourront être autorisées dans cette zone, ainsi que les aménagements extérieurs et les questions de mobilité. Il permet aux propriétaires d'engager les démarches en vue de la construction, qui peut s'échelonner sur plusieurs années.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 13.

Création d'une zone sportive et d'une zone agricole à Aire-la-Ville



Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi initié par la commune d'Aire-la-Ville, modifiant des limites de zones sur son territoire en vue de la création d'une zone sportive et d'une zone agricole, situées respectivement au centre et au nord du village.

D'une superficie d'environ 4200 m², le premier périmètre concerne une propriété de la commune, affecté en zone agricole et en surface d'assolement.

Appartenant à la fois au domaine public cantonal, à l'Etat et aux Services industriels de Genève, le second périmètre s'étend sur une surface d'environ 5500 m² et est actuellement affecté en zone 5 (villas).

L'objectif principal du projet de loi est d'offrir aux adolescents et aux enfants de la commune un espace de détente et de loisirs au cœur du village. Pour répondre à cette demande, il est proposé d'affecter le premier

périmètre en zone sportive. Pour compenser cette emprise sur les surfaces d'assolement du canton, le second périmètre sera reclassé en zone agricole.

Le projet de modification des limites de zones est conforme au [plan directeur cantonal mis à jour en 2010](#) et au [plan directeur communal d'Aire-la-Ville](#), adopté par le Conseil municipal le 14 mars 2011 et approuvé par le Conseil d'Etat le 15 juin 2011 (voir [communiqué](#)).

L'enquête publique ouverte du 27 juillet au 15 septembre 2012 n'a suscité aucune observation. Le Conseil municipal d'Aire-la-Ville a préavisé favorablement ce dossier le 31 octobre 2012. La procédure visant à l'adoption du présent projet de loi peut être poursuivie.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 13.

Adoption du budget 2013 des TPG

Le Conseil d'Etat a approuvé les budgets consolidés de fonctionnement et d'investissements 2013 des Transports publics genevois (TPG), conformes aux normes IPSAS et au plan financier pluriannuel du [contrat de prestations 2011-2014 approuvé le 2 décembre 2010](#).



Le budget 2013 est construit pour mettre en œuvre l'augmentation de l'offre de 35% prévue dans le contrat de prestations 2011-2014, faisant suite à celle de 50% intervenue durant la période 2002-2010. Il intègre également les mesures de consolidation, de stabilisation, et d'optimisation du réseau annoncées en septembre par le Conseil d'Etat pour le nouveau changement d'horaire, mesures qui ont fait suite à celles prises début 2012 après le démarrage difficile du nouveau réseau mis en place en décembre 2011.

Le budget 2013 prévoit un total de produits d'exploitation de 407,506 millions de francs, pour un total de charges d'exploitation de 397,151 millions.

Alors que le prix des titres de transport demeure inchangé, les TPG prévoient pour 2013 des recettes supérieures de 2,8% à celles du budget 2012. Les contributions fédérales, communales et de tiers sont par ailleurs prévues en nette augmentation. Compte tenu du résultat financier, qui représente une charge nette de 17,122 millions de francs (stable par rapport à 2012), les TPG prévoient en définitive une perte consolidée de 6,767 millions. Ce montant sera entièrement absorbé par le fonds de réserve de l'entreprise.

Les TPG assument en 2013 différentes contraintes financières non prévues initialement au contrat de prestations. Ainsi, la subvention de l'Etat, tout en augmentant par rapport à l'année 2012, subit une réduction de 4,072 millions de francs en raison d'économies budgétaires. Par ailleurs, les TPG doivent tenir compte des conséquences de l'application de la nouvelle [loi fédérale sur les organes de sécurité des entreprises de transports publics \(LOST\)](#) et de l'augmentation légale du taux des allocations familiales. Ces normes génèrent des coûts supplémentaires de 1,5, respectivement 1,1 million de francs.

Le Conseil d'Etat a par ailleurs arrêté la nomination au sein du conseil d'administration des TPG de M. Michel Bertschy, en qualité de membre désigné par le Grand Conseil, pour la période du 10 janvier 2013 au 31 mai 2014. M. Bertschy remplace Mme Anita Frei, nommée par le gouvernement à la présidence de ce conseil le 14 novembre 2012 (voir [point de presse](#)).

Pour toute information complémentaire :

- *concernant le budget : Mme Sylvie Penel, direction générale de la mobilité, DIME, ☎ 022 546 78 98.*
- *concernant la nomination : M. David Favre, secrétaire général adjoint chargé de la mobilité, DIME, ☎ 022 327 96 05.*

Meyrin : arrêts supplémentaires de la ligne 57 à l'étude

Le Conseil d'Etat a répondu à une pétition d'habitants du secteur ouest du quartier de Champs-Fréchets à Meyrin, demandant la création de deux arrêts de bus de part et d'autre de la chaussée à la hauteur du 6, rue des Vernes, sur la ligne 57 des Transports publics genevois (TPG), qui relie ce quartier à la ligne de tram.



La date de réception de la demande des pétitionnaires n'a pas permis d'instruire cette dernière avant le changement d'étape du réseau des TPG en décembre 2012. Le Conseil d'Etat indique que l'amélioration demandée – déplacement des arrêts de bus actuels « Champs-Fréchets » ou création de nouveaux arrêts – sera toutefois dûment étudiée et que si elle était retenue, elle pourrait être réalisée pour le prochain changement d'étape du réseau des TPG, en décembre 2013.

Pour toute information complémentaire : M. Benoît Pavageau, directeur des transports collectifs, DIME, ☎ 022 546 78 03.

Budget 2013 de la Fondation des parkings adopté



Le Conseil d'Etat a adopté le budget 2013 de la [Fondation des parkings](#), qui prévoit un total des produits à 42,6 millions de francs (2012 : 41,1 millions), un total des charges à 35,4 millions de francs (2012 : 35,9 millions), dégageant un bénéfice de 7,2 millions de francs, en hausse de 38% par rapport au budget 2012 (5,2 millions).

Les exercices 2012 et 2013 ne sont toutefois pas directement comparables, compte tenu de divers changements intervenus en 2012. Il s'agit en particulier de la prise en compte de la quote-part des fonds propres des sociétés Cornavin et Plainpalais SA, calculée en fonction du pourcentage d'actionnariat, de la mise en équivalence du parking de Cornavin ou encore de la mise en place des zones macarons dans les communes de Plan-les-Ouates, Vernier, Chêne-Bourg, Carouge et Onex, de la cession du parking P26 à l'Aéroport international de Genève, ainsi que d'une provision pour la caisse de retraite CIA.

Les résultats positifs enregistrés par la fondation ces huit dernières années lui permettent d'envisager avec confiance les prochaines étapes de son développement, parmi lesquelles la création de nouveaux parcs relais P+R et parkings, dont ceux liés aux gares de la future liaison ferroviaire [Cornavin – Eaux-Vives – Annemasse \(CEVA\)](#).

Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Weber, contrôleur de gestion, DIME, ☎ 022 327 90 52.

Tarif-cadre en matière de soins aigus et de transition

Conformément à l'article 47, alinéa 1 de la [loi fédérale sur l'assurance-maladie \(LAMal\) du 18 mars 1994](#), le Conseil d'Etat a adopté un règlement fixant le tarif-cadre des prestations fournies par les infirmières et infirmiers indépendants de la Coopérative de soins infirmiers (CSI) et de la section genevoise de l'Association des infirmières et infirmiers (ASI) en matière de soins aigus et de transition.

Le tarif des prestations prévues à l'article 7, alinéa 3 de l'[ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie \(OPAS\) du 29 septembre 1995](#) – fixé selon un forfait en unité de

temps – est de 123 francs par heure. Ce tarif prend effet rétroactivement au 1^{er} janvier 2012, afin d'éviter un vide tarifaire.

Pour toute information complémentaire : M. Adrien Bron, directeur général, direction générale de la santé, DARES, ☎ 022 546 50 26.

Finalisation de la restructuration du complexe Palexpo-Arena

Le Conseil d'Etat propose de finaliser la restructuration juridique du complexe Palexpo-Arena par un projet de loi qui constituera la dernière étape de la réunion récente de ces deux structures. Ce projet vise ainsi deux objets :

- transférer à Palexpo SA la propriété d'un dépôt appartenant formellement à l'Etat et qui se trouve dans les sous-sols du bâtiment Arena/Halle 7, sans accès extérieur indépendant ;
- transformer le solde d'un prêt octroyé par l'Etat à l'ancienne fondation mixte pour la création d'une salle polyvalente de spectacles (Arena) en capital-actions de Palexpo SA.

Le dépôt étant d'ores et déjà utilisé exclusivement pour les besoins de l'Arena – l'Etat n'en ayant aucune utilité –, il convient de pérenniser l'affectation actuelle par son nouvel exploitant, Palexpo SA. Le prix a été fixé par une expertise externe et sera payé par le biais d'une augmentation de capital de Palexpo SA, afin de ne pas fragiliser financièrement cette société. D'autant que pour l'Etat, il s'agit simplement de changer la nature d'un actif à son bilan, puisque des actions de Palexpo SA viendront remplacer un actif immobilier.

La conversion du prêt, en s'inscrivant dans ce même souci d'éviter d'affaiblir la structure du bilan de Palexpo SA, permettra à cette dernière de continuer à investir dans la modernisation et l'amélioration de ses infrastructures au service du notre canton. L'impact sur le bilan de l'Etat est ici également neutralisé par le biais d'une substitution d'actifs.

Pour toute information complémentaire : Mme Laurence Dick Aune, secrétaire générale adjointe, DSE, ☎ 022 546 54 06.

Tennis : soutien à l'équipement de la halle 7 de Palexpo en vue de l'accueil de la prochaine rencontre de Coupe Davis

Le Conseil d'Etat a octroyé à l'association Swiss Tennis un soutien exceptionnel de 80'000 francs issu de la réserve du Fonds de l'aide au sport pour équiper la halle 7 de Palexpo en vue de l'organisation de la [prochaine rencontre de Coupe Davis](#), qui verra s'affronter les équipes de Suisse et de République tchèque du 1^{er} au 3 février prochains.



Le Conseil d'Etat participera ainsi aux frais encourus par l'association Swiss Tennis pour l'installation de gradins (montage et démontage) et d'une surface de jeu dans la halle de Palexpo. L'Etat de Genève est particulièrement heureux que Swiss Tennis ait retenu Genève pour accueillir cette rencontre de Coupe Davis. Ce choix renforce la position de notre canton comme lieu d'accueil de manifestations sportives d'envergure.

Pour toute information complémentaire : M. Olivier Mutter, directeur du service cantonal du sport, DIP, ☎ 022 327 94 80.

Soutien financier pour l'organisation du Masters d'échecs de Genève



Le Conseil d'Etat a attribué à la [Fédération genevoise d'échecs](#) un soutien financier de 30'000 francs sur le Fonds de l'aide au sport, dont la moitié en garantie de déficit, pour l'organisation exceptionnelle du Masters d'échecs de Genève en juin 2013, à l'occasion de l'édition anniversaire du 30^e open international de Genève d'échecs.

Ce montant permettra à la Fédération genevoise d'échecs d'inviter notamment l'ensemble des élèves du canton qui, au cours des dernières années, ont expérimenté le lien entre les leçons scolaires et l'apprentissage du jeu d'échecs.

*Pour tout information complémentaire : M. Olivier Mutter, directeur du service cantonal du sport, DIP,
☎ 022 327 94 80.*

Aides financières dans le domaine culturel

Le Conseil d'Etat a octroyé à [Saint Gervais, Fondation pour les arts de la scène et de l'image](#) une aide financière d'un montant de 30'000 francs, pour soutenir la préparation et la réalisation du projet culturel « Jeunes et Jeunesses 2013 », mené dans le cadre du 50^e anniversaire du théâtre.



Une aide financière de 25'000 francs a par ailleurs été octroyée au [festival Visions du réel](#), afin de contribuer au développement du partenariat mené entre le département de l'instruction publique, de la culture et du sport et le festival, et qui vise notamment à renforcer les activités de médiation culturelles destinées aux élèves durant le festival ainsi que tout au long de l'année.

*Pour toute information complémentaire : Mme Marie-Hélène Dubouloz Schaub, secrétaire adjointe, DIP,
☎ 022 546 69 55.*

Promotion de la paix et des droits de l'homme : soutien à l'association Façonneurs de Mémoire

Le Conseil d'Etat a octroyé à l'association [Façonneurs de Mémoire](#) une aide financière d'un montant de 30'000 francs.

Cette aide, qui s'inscrit dans le cadre de la promotion de la paix et des droits de l'Homme, est destinée à soutenir la réalisation du second projet de l'atelier Façonneurs de Mémoire, qui a pour objectif de réaliser un film documentaire portant sur le Cambodge dans le cadre d'un atelier pédagogique, cinématographique et intergénérationnel.

*Pour tout complément d'information : Mme Marie-Hélène Dubouloz Schaub, secrétaire adjointe, DIP,
☎ 022 546 69 55.*

Aide financière à ACTARES – Actionnariat pour une économie durable

Le Conseil d'Etat a octroyé à [ACTARES – Actionnariat pour une économie durable](#) une aide financière d'un montant de 25'000 francs pour l'année 2013.

ACTARES défend le concept d'une gestion durable et d'une stratégie d'entreprise basée sur le long terme auprès des sociétés cotées en bourse en Suisse. Ses activités consistent à faire modifier les pratiques de gouvernance dans les entreprises par des actions directes auprès de celles-ci, indirectes auprès de leurs actionnaires et par lobbying auprès des instances politiques.

Le soutien apporté permettra à ACTARES d'assurer les prestations suivantes :

- élaborer une méthode d'évaluation et mesurer la quantité d'émission de gaz à effet de serre ressortant des portefeuilles des principales compagnies d'assurances cotées à la bourse suisse ;
- inciter les principales sociétés cotées à la bourse suisse à adopter une meilleure parité hommes/femmes au sein de leur conseil d'administration ;
- mener toute autre action auprès de grandes sociétés cotées à la bourse suisse, avec pour objectif d'améliorer la gestion durable et l'adoption de stratégies d'entreprise basée sur le long terme.

Pour toute information complémentaire : M. Daniel Loeffler, directeur du service de la promotion économique, DARES, ☎ 022 388 34 34.

Accueil familial de jour : création du groupement intercommunal « AFJ – Rhône-Sud »



Le Conseil d'Etat a approuvé les délibérations des communes de Bernex, Confignon, Lancy et Onex, qui ont accepté, dans leurs séances des 6, 13 et 15 novembre 2012, la création du groupement intercommunal «AFJ – Rhône-Sud» pour l'accueil familial de jour, ainsi que l'adoption de ses statuts.



Le groupement intercommunal «AFJ – Rhône-Sud» aura pour but la gestion d'une structure de coordination de l'accueil familial de jour au sens de la [loi sur les structures d'accueil de la petite enfance et sur l'accueil familial de jour \(LSAP\)](#). Il permettra notamment de mettre en place des dispositions en vue de l'activité d'accueil familial de jour, de mettre en contact les accueillantes familiales et les familles, de facturer les pensions et de salarier les accueillantes familiales, de conseiller ces dernières et d'assurer leur formation continue et suivi pédagogique, ainsi que de veiller au bien-être global des enfants accueillis, le tout dans le cadre d'une collaboration régionale.



Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIME, ☎ 022 546 72 40.

Bernex : modification des statuts de deux fondations approuvée



Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil des projets de modification de la loi concernant la constitution de la Fondation de la commune de Bernex pour le logement, respectivement de la loi concernant la constitution de la Fondation de la commune de Bernex pour l'artisanat, le commerce et l'industrie. Ce faisant, le gouvernement approuve formellement la modification des statuts des deux fondations concernées par le Conseil municipal de Bernex, adoptée fin 2011 et fin 2012.

Les modifications concernent, d'une part, l'introduction d'une disposition plus générale dans les deux lois à l'art. 10, lit. c des statuts, permettant, cas échéant, d'intégrer les représentants de nouveaux partis représentés au Conseil municipal.

D'autre part, il a été procédé à une actualisation des statuts portant notamment sur l'organisation de la fondation, soit en particulier l'abandon du comité directeur et la nouvelle possibilité de déléguer des tâches administratives de la fondation à la commune, moyennant rétribution.

Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIME, ☎ 022 546 72 40.

Changements d'élus municipaux en décembre 2012

Dans le courant du mois de décembre 2012, le service des votations et élections a effectué cinq changements d'élus municipaux dans les différentes communes du canton :

- ONEX : Mme Claire-Lise Salvi, démissionnaire de la liste « Les Verts », a été remplacée par Mme **Sabrina Pasche**.
- CONFIGNON : M. Denis Soulier, démissionnaire de la liste « Les Démocrates-Chrétiens de Confignon », a été remplacé par M. **Yvan Guillaume**.
- CAROUGE : Mme Maryelle Budry, démissionnaire de la liste « A Gauche Toute-Carouge Parti du Travail-Indépendants-solidaritéS », a été remplacée par M. **Alain Juget**.
- CHANCY : Mme Mireille Gossauer-Zurcher, démissionnaire de la liste « Ensemble pour Chancy », a été remplacée par Mme **Céline Stroudinsky Conod**.
- LACONNEX : Mme Catherine Koumrouyan, démissionnaire de la liste « Entente communale », a été remplacée par Mme **Maria Olga Mermet** (voir [point de presse du 19 décembre 2012](#)).

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 09.

Entrée en vigueur de lois

Le Conseil d'Etat a arrêté l'entrée en vigueur des lois suivantes :

Loi	AUTEUR DU PL INITIAL	ENTRÉE EN VIGUEUR
Loi du 16.11.2012 en vue d'optimiser les performances énergétiques des bâtiments à valeur patrimoniale dans le respect de leurs caractéristiques et de l'environnement (L10814)	GC	Samedi 12 janvier 2013
Loi du 15.11.2012 ouvrant un crédit extraordinaire d'investissement de 4'624'000F pour le déplacement et la reconstruction des jardins familiaux de la Chapelle (Lancy) à Champ-Bossus (Vernier) (L10978)	CE	Samedi 12 janvier 2013
Loi du 16.11.2012 modifiant les limites de zones sur le territoire de la commune de Genève, Petit-Saconnex (création d'une zone de développement 3, d'une zone de développement 3 affectée à de l'équipement public et d'une zone des bois et forêts) à l'avenue Trembley (L10910)	CE	Samedi 12 janvier 2013
La loi du 16.11.2012 modifiant les limites de zones sur le territoire de la commune de Chêne-Bougeries (création d'une zone de développement 3, située à l'angle de la route de Malagnou et du chemin de la Paumière) (L10824)	CE	Samedi 12 janvier 2013
Loi du 16.11.2012 modifiant les limites de zones sur le territoire de la commune de Laconnex (création de deux zones 4B protégées et de deux zones de verdure) (L11006)	CE	Samedi 12 janvier 2013
Loi du 16.11.2012 de bouclage de la loi 8130 ouvrant un crédit d'investissement autofinancé de 1'646'450F pour le développement du domaine eau du système d'information sur l'environnement et l'énergie de Genève (SIEnG) (L10845)	CE	Samedi 12 janvier 2013
Loi du 16.11.2012, (10999) accordant une aide financière annuelle de 1'500'000F à Ecllosion SA pour les années 2013 à 2016 (L10999)	CE	Samedi 12 janvier 2013
Loi du 16.11.2012 concernant la Fondation Ecllosion (L10998)	CE	1 ^{er} janvier 2013 (effet rétroactif)

Loi du 16.11.2012 accordant une aide financière annuelle de 260'000F au Groupement local de coopération transfrontalière pour l'exploitation du Téléphérique du Salève pour les années 2013 à 2016 (L10995)	CE	Samedi 12 janvier 2013
Loi du 16.11.2012 de bouclage de la loi n° 8219 ouvrant un crédit d'investissement maximal de 37'500'000F pour la mise en œuvre d'une solution logicielle unique et intégrée de gestion budgétaire, comptable et financière (L10479)	CE	Samedi 12 janvier 2013
Loi du 16.11.2012 modifiant diverses lois attribuant des indemnités et des aides financières (L10973)	CE	Samedi 12 janvier 2013
Loi du 15.11.2012 ouvrant un crédit extraordinaire d'investissement de 5'046'000F pour le déplacement et la reconstruction des jardins familiaux des Sciers de la parcelle N° 5563 sur les parcelles N° 5687, 5691 et 5701 à Plan-les-Ouates (L10979)	CE	Samedi 12 janvier 2013

Les liens hypertexte vers les lois seront activés le jour de leur parution dans la Feuille d'avis officielle.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
11 janvier 9h30	L'office de l'urbanisme dresse le bilan de l'année 2012	Pavillon Sicli (salle 1 ^e étage) 45, route des Acacias	DU	Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25
14 janvier 15h00	La proximité au cœur de la sécurité	Espace de quartier « Le 99 » 99, rue de Lyon	DS	Caroline Widmer ☎ 022 327 92 16 ou 076 424 80 49